

B. MERCREDI

L'INTERMEDIARIE

Belgique : un numéro 20 centimes.

PRIX : Bruxelles, 42 fr. par trimestre, 40 par année.
 Province, 43 fr. »
 La France, 21 fr. »
 Allemagne, 48 fr. »
 Angleterre, 47 sh. »
 Autres pays, 42 fr. par trim., port en sus.

D'ABONNEMENT. Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.
 Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BELGE.

Edition du matin

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS

ANNONCES ORDINAIRES, 30 cent. la petite ligne, 40 cent. la grande ligne.
RECLAMES (avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne.
FAITS DIVERS (après les annonces), 30 cent. la ligne.
 Pour les annonces de France, s'adresser exclusivement à Paris, à M. HAYES, rue J.-J. Rousseau, 51, ou à M. LAFFITTE, BULLIER et C^e, 8, place de la Bourse.
 Pour l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, à M. HASENSTEIN et VOGEL, à Francfort s/M., Hambourg, Cologne, Berlin, Leipzig, Breslau, Vienne, Brest, Stuttgart, Nuremberg, Prague, Munich, Bâle, St. Gall, Zurich, Genève et Lausanne; en Angleterre, à M. A. MAURICE, 13, Tavistock Row, M. G. STREET, 20, Cornhill, E. C., M. F. ALGAR, Clements Lane, 8, Lombard St.

Observatoire Royal.

46 juillet, à midi.

11^e jour de la lune.

BAROMÈTRE OBSERVÉ.	757 mmHg
THERMOMÈTRE centigr. du baromètre.	18°8
TEMPÉRATURE centigr. de l'air.	17°6
Id. maximum depuis hier midi.	19°5
Id. minimum depuis hier midi.	12°8
VENT.	0 mm00
EAU tombée.	0 mm00
SOLEIL, lever.	4 h. 06 m.
Id. coucher.	8 h. 08 m.
LUNE, lever.	soir. 3 h. 37 m.
Id. coucher.	matin. 0 h. 13 m.

BRUXELLES, 16 juillet.

REVUE POLITIQUE.

Toute la scène d'hier, à l'Assemblée de Versailles, n'a pas été absorbée par le vote du projet de loi concernant l'emprunt. La Chambre s'est encore occupée de l'amendement Gaslonde et du vote des nouveaux impôts. Le rejet de la seconde partie de cet amendement faisant prévoir l'adoption des taxes sur les matières premières, deux tentatives ont été faites, l'une par M. Target, l'autre par M. Ferry, pour éviter cette nécessité. Le premier demandait que des centimes additionnels sur les contributions actuelles, et par conséquent aussi sur l'impôt foncier, complétassent, jusqu'à concurrence des ressources réclamées par le gouvernement, les 39 millions que vont donner les charges nouvelles mises sur les patentes. Sa proposition a été repoussée par 403 voix contre 230. M. Ferry, lui, par un article additionnel, aurait voulu ordonner par la loi une révision immédiate des patentes. Après cette révision, l'impôt de 70 millions sur le commerce et l'industrie eût été doublé. L'heure avancée n'a pas permis à l'Assemblée d'aborder l'examen de cette proposition; mais vu les dispositions de l'Assemblée, il n'est guère probable qu'elle soit adoptée. M. Thiers a annoncé l'intention de la combattre, comme tendant à exagérer la grande industrie au détriment des petites. Bon gré mal gré, la France va passer par le régime des charges sur les matières premières et d'une résurrection du système protecteur avec toutes ses fâcheuses conséquences.

M. Riant, de la commission des marchés, a déposé un nouveau rapport touchant cette fois à diverses opérations faites, en province, par les agents du pouvoir issus des événements du 4 septembre. A la demande de M. d'Audiffert-Pasquier, l'Assemblée a mis cet objet à son ordre du jour immédiat après le vote en troisième lecture de la loi sur le recrutement de l'armée. Comme, d'un autre côté, les financiers conseillent au gouvernement de hâter, autant que possible, l'émission de l'emprunt, il devient de plus en plus certain que cette grande opération se fera encore avant la séparation de l'Assemblée. Celle-ci ne pourra guère prendre ses vacances avant la mi-août. Jusque-là, la droite, qui voit dans la prorogation anticipée de son autorité, a refusé de fixer l'époque de l'ouverture, mais il faudra bien qu'elle s'y résigne sous la pression du besoin de repos que ses propres membres commencent à ressentir.

Toutes les fractions de la gauche, au lieu de s'abstenir dans le scrutin pour la nomination des conseillers d'Etat, ont pris le parti de s'en tenir pour une contre-lettre à opposer à celle de la droite. A cet effet, chacune d'elles a nommé trois commissaires pour former une commission commune de neuf membres.

Il en résultera une union plus étroite que jamais entre les différentes nuances républicaines de l'Assemblée. A ce point de vue, la droite n'a donc rien gagné à dresser une liste qui témoigne plus de son esprit de camaraderie, de ses vices de parti et surtout de son courage à braver le ridicule, que de son souci de doter la France d'un bon conseil administratif.

L'attitude prise par les gouvernements allemands à l'égard de l'ultramontanisme paraît avoir fait une certaine impression sur l'esprit de l'épiscopat catholique en Autriche comme en Hongrie. Le prince de Schwarzenberg, cardinal-archevêque de Prague et primat de Bohême, qui avait favorisé beaucoup la coalition tchèque contre le gouvernement, vient de recommander à son clergé, par une lettre pastorale, de considérer les lois sur l'école comme un fait accompli et de cesser toute opposition à ces lois. D'autre part, le primat de Hongrie paraît, lui aussi, comprendre que les conflits entre l'Etat et l'Eglise catholique servent mal les intérêts légitimes de cette dernière. Tout récemment il a prononcé un discours dans lequel il a paru approuver la politique intérieure du gouvernement hongrois et affirmer des sentiments décastrés. Le primat de Hongrie, donc, du nouveau parti des catholiques politiques à la tête duquel se trouve le comte Apponyi.

Les séances de la conférence arbitrale réunie à Genève ont été reprises hier. Comme par le passé, elles seront absolument secrètes.

On croit que la session de la conférence durera six semaines ou deux mois. Elle tiendra quatre séances par semaine. La question du montant des dommages directs sera longuement discutée entre les représentants anglais et américains.

La municipalité de Bolgrade a invité cinquante municipalités étrangères à venir assister à la fête du couronnement du prince Milan, fixée au 22 août. Parmi les municipalités invitées sont celles de Vienne, Pétersbourg, Moscou, Kiev, Athènes, Jassy et Bucharest.

Nouvelle crise en Grèce. Il y a un peu de jours, le ministre de la justice donnait sa démission. Aujourd'hui, ce sont les ministres de la marine et des cultes qui se retirent parce que M. Comandouras a refusé de leur donner son parti au gouvernement pour la solution de l'affaire des mines du Laurium. Le gouvernement, pour mettre un terme à toutes les difficultés pendantes avec les concessionnaires de ces mines, leur a racheté leurs droits pour une somme de 16 millions.

Post-scriptum.

L'Assemblée nationale continue, sous l'impulsion de M. Thiers, à débayer le terrain de toutes les propositions d'impôts destinés à donner les ressources que le président de la République veut trouver dans l'impôt sur les matières premières. Aujourd'hui encore, après un discours du chef du Pouvoir exécutif, elle a repoussé par 387 voix contre 218, l'amendement de M. Ferry tendant à réviser et à doubler l'impôt sur les patentes.

Elle a ensuite repoussé la demande d'urgence faite par M. M. Blanc pour la proposition d'amnistie qu'on dit que, il y a un certain temps déjà, des députés de la gauche.

Un incident a marqué aujourd'hui la séance du conseil provincial du Brabant. Voici ce qui l'a amené :

Le 4 courant, l'un des membres de l'assemblée, M. Jones, pria le gouverneur et la députation permanente de vouloir bien répondre, avant la discussion du budget, à certaines questions qu'il formulait touchant le nommé Pierre-Louis Guedon, en religion frère Grégoire, condamné, le 15 mars dernier, par la cour d'assises du Brabant, à 15 années de travaux forcés, du chef de nombreux attentats à la pudeur perpétrés sur des orphelins confiés à ses soins, à l'orphelinat Saint-Joseph, à Schaerbeek. M. Jones disait savoir que ce Guedon, condamné des mêmes crimes, commis à l'orphelinat Saint-Louis des sœurs et muets, également à Schaerbeek, avait été simplement renvoyé de l'établissement.

Comme corollaire aux questions relatives audit frère Grégoire, l'honorable con-

seiller de Bruxelles demandait s'il était exact que l'institut Saint-Louis eût ouvert une école moyenne faisant concurrence à l'école moyenne communale de Schaerbeek, et, enfin, il réclamait des renseignements sur les divers subsides octroyés à l'institut Saint-Louis par le gouvernement, la province et la commune.

C'est M. le gouverneur qui a répondu à M. Jones. Sur la question des subsides, il a reconnu que l'institut tenait à titre gratuit, de la ville de Bruxelles, le local où il est installé et dont le loyer est estimé à 6,000 francs, que l'Etat donnait 5,000 francs, et la province 2,020 francs; que, de plus, la province avait encore, en 1871, alloué plus de 7,000 francs par l'intermédiaire de la commune.

En ce qui concerne l'établissement d'une école moyenne à l'institut, M. le gouverneur lui a constaté : il ne s'agit que d'une école primaire.

Après avoir répondu sur ces deux points, l'honorable M. Dubois-Thorn s'est refusé à répondre aux questions relatives au frère Grégoire, le sieur Pierre-Louis Guedon. Cela ne faisait pas l'affaire de M. Jones, qui, les mains pleines de preuves, tenait à faire ressortir combien était notoire l'immoralité de cet individu, et à savoir si l'établissement où il avait commis ses crimes, et dont on s'était borné à l'expulser, avait encore droit à des subsides. Il proposait donc à l'Assemblée de l'édifier complètement en lui donnant lecture d'un rapport de police, tout en disant que ce rapport présentait quelque danger pour les oreilles chastes.

Ces mots ont motivé la demande de huis clos faite par M. le gouverneur, et la presse a été priée de sortir. En son absence, M. Jones a lu le rapport qu'il avait annoncé, et ce rapport est d'une clarté qui met en évidence les monstruosités de frère Guedon-Grégoire.

Devant les lurpitudes révélées, l'Assemblée s'est indignée, et l'un de ses membres a soulevé la question de fonder un institut des sœurs-muets provinciaux. Il est vrai qu'une autre voix s'est élevée pour soutenir que les crimes de Guedon ne frappaient pas d'indignité l'institut Saint-Louis, et ne devaient pas le priver des subsides qu'on lui accordait pour accomplir son œuvre.

L'incident est clos provisoirement. Nous verrons quelle solution il aura dans la discussion du budget.

L'Assemblée a prorogé de huit jours la durée de sa session.

Le denier des écoles.

Sous ce titre heureux la Gazette vient d'ouvrir une souscription dont le produit est destiné à la création d'écoles libres et laïques.

Notre confrère fait appel à tous les libéraux, sans distinction de nuance, aux grandes bourses comme aux plus petites. Il s'agit d'une œuvre essentiellement libérale, à la réalisation de laquelle les dons les plus modestes contribueront d'une manière aussi efficace que les offrandes les plus généreuses. Il s'agit d'organiser sérieusement la lutte contre l'ignorance.

Déjà les souscriptions arrivent dans les bureaux de la Gazette. Tous les journaux libéraux de la capitale et des provinces donnent leur concours à l'œuvre du Denier des écoles, que les feuilles ecclésiastiques, au contraire, narguent avec une mauvaise humeur qui sera sans doute pour nos populations libérales un stimulant et pour les promoteurs de l'œuvre un encouragement.

Nous n'avons pas besoin d'ajouter que notre concours est acquis à cette œuvre. Nous serons heureux de voir le parti libéral se dévouer à cette noble entreprise. Nous le sommes déjà de voir que les intérêts de l'instruction populaire achèvent de sceller l'union de toutes les nuances du libéralisme.

Hier, à trois heures, les adhérents à l'œuvre du Denier des écoles se sont réunis en assemblée générale dans une des salles du Café Suisse.

Les résolutions suivantes ont été adoptées à l'unanimité par l'assemblée :

« I. L'œuvre du Denier des écoles a pour but l'établissement dans le pays entier d'écoles libres et exclusivement laïques.

« II. Il est constitué à Bruxelles un comité central — provisoire — chargé :

« 1^o De se mettre en rapport avec les libéraux de province, afin de favoriser l'organisation dans les principales villes du pays de comités locaux;

« 2^o De remplir à Bruxelles les fonctions de comité local, c'est-à-dire de recueillir dans l'agglomération bruxelloise les souscriptions destinées à y créer des écoles laïques.

« III. Le comité est chargé de convoquer, dans les trois mois, une assemblée générale des souscripteurs qui nommera un comité définitif et prendra les mesures nécessaires pour l'établissement de l'œuvre.

On a proposé, pour le comité provisoire, les noms de plusieurs personnes, représentants, sénateurs, conseillers communaux, négociants, industriels, directeurs de journaux. Nous ferons connaître la composition du comité lorsqu'il sera constitué.

Nous aurons du reste à revenir sur cette œuvre importante. Pour le moment, nous nous bornons à la signaler en applaudissant et en faisant des vœux pour son succès.

Un arrêté ministériel, en date du 2 décembre 1871, interdisait les foires et marchés de bêtes bovines dans la Flandre occidentale. Cet arrêté est rapporté.

Restent interdits les foires et marchés de bêtes bovines dans les cantons judiciaires de Courtrai, Menin, Messines, Poperinghe, Haringhe et Furnes.

santé délivrée par le bourgmestre du lieu de provenance (modèle n° 6).

La publication des rapports des chambres de commerce nous semble un peu en retard cette année, si nous ne pouvons juger par ceux que nous avons reçus jusqu'ici. Il n'y a que ceux des chambres de commerce de Bruxelles et de Charleroi qui nous sont parvenus.

Feste bovine.

Les nouvelles que nous recevons sur la situation de la peste bovine en France sont excellentes. Depuis le 13 juin dernier, il ne s'est plus produit un seul cas de la maladie dans le département du Nord, et l'on ne signale aucun cas dans les autres départements où le mal a régné en dernier lieu.

Il est à supposer que, comme cela arrive ordinairement, quelques cas isolés, dus à des miasmes non éteints, se produiront encore; mais en continuant à les traiter avec soin l'on en sera promptement débarrassé.

Nous ne pouvons que féliciter nos voisins d'être enfin débarrassés de ce fléau, et nous féliciter nous-même de pouvoir prochainement rendre à nos relations commerciales la liberté dont elles sont privées depuis tantôt deux années.

(Journal de la Soc. agricole du Brabant.)

Actes officiels. (Extraits du Moniteur.)

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES. Par arrêté royal du 3 juillet, sont nommés, savoir : Receveurs de l'enregistrement et des domaines :

A Thiel (Flandre occidentale), le sieur Van Ham (J.), receveur des mêmes produits à Brée (Limbourg);
 A Huy, le sieur Buxant (A.), receveur des mêmes produits à Huy (Limbourg);
 A Courtrai (Flandre orientale), le sieur Nilsen (P.), receveur des mêmes produits à Hérinhal (Anvers);
 A Hérinhal, le sieur Piococo (A.), receveur des mêmes produits à Hérinhal (Anvers);
 A Grammont (Flandre orientale), le sieur Vanherck (J.), receveur des mêmes produits à Beringen (Limbourg);
 A Beringen, le sieur Peleman (H.), receveur des mêmes produits à Hérinhal (Anvers);
 A Hérinhal, le sieur Jaminé (J.), receveur des mêmes produits à Puers (Anvers);
 A Puers, le sieur Jaminé (J.), receveur des mêmes produits à Hérinhal (Anvers);
 A Assenede (Flandre orientale), le sieur Ver Ecken (L.), receveur des mêmes produits à Wellin (Luxembourg);
 A Philippelville (Namur), le sieur Honorin (J.), receveur des mêmes produits à Laroche (Luxembourg);
 A Laroche (Luxembourg), le sieur Chistain (L.), receveur des mêmes produits à Laroche (Luxembourg);
 A Laroche (Luxembourg), le sieur Longel (H.), receveur des mêmes produits à Laroche (Luxembourg);
 A Westerloo (Anvers), le sieur Bogart (A.), receveur des mêmes produits à Laroche (Luxembourg);
 A Laroche (Luxembourg), le sieur Moitor (L.), receveur des mêmes produits à Laroche (Luxembourg);
 A Bastogne (Luxembourg), le sieur Duverrier (E.), receveur des mêmes produits à Namur;

A Laroche (Luxembourg), le sieur Dupont (G.), receveur des mêmes produits à Laroche (Luxembourg);
 A Brecht (Anvers), le sieur Baratte (C.), receveur des mêmes produits à Laroche (Luxembourg);
 A Wellin (Luxembourg), le sieur Uten (J.), receveur des mêmes produits à Laroche (Luxembourg);
 A Bouillon (Luxembourg), le sieur Strebelle (E.), receveur des mêmes produits à Hainaut;

A Brezée (Luxembourg), le sieur Lambert (A.), receveur des mêmes produits à Laroche (Luxembourg);
 Receveur de l'enregistrement et des domaines à Courtrai (Flandre orientale), le sieur Verhulst (E.), receveur de l'enregistrement et des domaines à Brecht (Anvers);

ADMINISTRATION DE LA TRÉSORERIE ET DE LA DETTE PUBLIQUE. Par arrêté ministériel du 6 juillet, le sieur Honorin (J.), receveur de l'enregistrement et des domaines à Philippelville (Namur), est chargé de remplir les fonctions d'agent du trésor en cette ville, en remplacement du sieur Quolin, appelé à une autre résidence.

ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES, DOUANES ET ACCISES. Par arrêté royal du 9 juillet, le sieur Van der Linden (K.) est nommé pour un terme de six années dans ses fonctions de greffier de la province de Liège.

DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Par arrêté royal, en date du 22 juin, le sieur E. Banning, chef de division, est nommé chef de division des affaires étrangères, à été nommé chef de division.

JUSTICES DE PAIX. Par arrêté royal du 12 juillet, le sieur Elens (A.), docteur en médecine, est nommé juge suppléant à la justice de paix de Looz (P.). Le sieur Elens, en remplacement du sieur Geverit, appelé à d'autres fonctions.

Par arrêté royal du 12 juillet, le sieur Doria (M.), ancien conseiller provincial à Battice, est nommé greffier de la justice de paix du canton de Herbe, en remplacement du sieur Marbaix, décédé.

Par arrêté royal du 12 juillet, la démission du sieur Hanneke (E.) de ses fonctions de greffier de la justice de paix de Louvain-la-Neuve, est acceptée. Il est admis à faire valoir ses droits à la pension.

TRIBUNAUX. Par arrêté royal du 11 juillet, le sieur Maroy (V.), avocat à Audenarde, est nommé avocat près le tribunal de première instance situé en cette ville.

TRIBUNAUX. Par arrêté royal du 12 juillet, le sieur Clos (J.), commis au greffe du tribunal de première instance situé à Verviers, est nommé greffier-adjoint surnuméraire au même tribunal.

Actes officiels concernant l'armée. Par arrêté royal du 12 de ce mois, sont nommés dans le service administratif :

Intendant de 2^e classe. — Le sous-intendant de 1^{re} classe Baerdemaeker (B.), chargé du service administratif dans la province de Flandre orientale.

Administrateur d'habillement. — Le lieutenant Carier (E.), du 8^e régiment de ligne.

La commission belge de l'exposition de Vienne fait annoncer qu'en dehors de l'exposition permanente il y aura six expositions temporaires auxquelles les artistes sont invités à prendre part les agriculteurs de tous les pays.

Ces expositions comprennent les objets suivants :

1^o Du 31 mai au 9 juin, une exposition de bêtes bovines, moutons, porcs, chèvres, ânes et mulets;

2^o Du 18 au 27 septembre, une exposition de chevaux et des courses internationales;

3^o Du 18 au 27 septembre, une exposition de volaille vivante, de pigeons, de races canines, de lapins, de chats et de poissons;

4^o Du 30 au 22 septembre, une exposition de volaille grasse (chapons, poulardes, dindons, canards, oies, pintades et autres animaux de basse-cour);

5^o Du 4 au 6 octobre, une exposition de gibier vivant et tué;

6^o Du 4 au 6 octobre, exposition des produits de la laiterie, des matières auxiliaires et de son matériel.

Les personnes qui désireraient prendre part à l'une de ces expositions sont priées de faire connaître leur intention à M. le président de la commission belge, rue Ducale, 9, à Bruxelles, lequel s'occupera de leur faire parvenir le programme détaillé, avec les condi-

tions des concours, ainsi qu'un formulaire pour la demande d'inscription.

Les demandes d'inscription devront parvenir à la commission belge avant le 31 décembre 1872.

La première journée des fêtes communales de Bruxelles s'annonçait assez tristement le matin de bonne heure. Il pleuvait, mais heureusement que, peu à peu, le ciel s'est ranimé.

La ville entière a pris bientôt un aspect de fête. Un grand nombre de maisons avaient leur façade pavoisée aux couleurs nationales. Dans la rue Neuve et dans les quartiers du centre de la capitale, des drapeaux hollandais flottaient à côté des drapeaux belges, à l'occasion de la réception des sociétés dramatiques de Hollande venant prendre part au concours offert par la société de Jonge Tooneelhebbers. Il était plus de deux heures après-midi, lorsque les sociétés hollandaises descendirent du train à la station du Nord, où se trouvaient réunies les diverses sociétés dramatiques et littéraires que compte la ville de Bruxelles et ses faubourgs, toutes munies de leurs insignes et bannières.

Les honneurs de la réception ont été faits d'une façon splendide par les organisateurs du concours et organisateurs de la fête. Le cortège s'est formé avant en tête le corps de musique des sapeurs-pompier de Bruxelles. Il s'est rendu, au milieu d'une foule considérable, à la Grand-Place, Maison du Roi, et là les ovations enthousiastes ont de nouveau accueilli, indépendamment des sociétés d'ordre-Moerdrecht, celles d'Anvers, Malines, Liège, Grammont, Gand, etc.

Les sociétés hollandaises étaient celles de Groningue et d'Amsterdam.

Le vin d'honneur a été offert aux arrivants dans la grande salle de la Maison du Roi, et le bienvenue leur a été souhaitée par M. F. de Mol, président de la société de Jonge Tooneelhebbers. M. Van Driessche, littérateur et auteur flamand, a pris la parole de même que M. de Cock, président d'honneur de ladite société et bourgmestre de Molenbeek-Saint-Jean, pour féliciter particulièrement les sociétés étrangères, qui accompagnent des dames faisant partie des cercles dramatiques.

On sait que le concours international a lieu au théâtre royal du Parc. Il a été ouvert le soir par la société Bruga, de Groningue.

Nous re prenons maintenant le récit sommaire des fêtes et cérémonies commencées dès le matin de la journée de dimanche 14.

Les 8 heures du matin ont vu l'ouverture des fêtes du Quartier-Léopold. Un peu plus tard, vers 10 heures, se réunissant au Tir national, les concurrents de la Fédération des sociétés de tir et d'exercice de la garde civique, placés sous la présidence d'honneur du lieutenant général Renard, inspecteur des milices citoyennes du royaume.

Le Roi a honoré de sa visite, suivant sa promesse, les concours de la Fédération. S. M. a été reçu par le lieutenant général Renard, président de la Fédération, et par le lieutenant général Renard, inspecteur des milices citoyennes du royaume.

La visite du Roi a été assez longue et l'accueil fait à S. M. a été des plus enthousiastes.

A dix heures se sont ouverts dans les divers locaux les tir à l'arc à la perche et au bœreau.

A onze heures précises, une salva de 101 coups de canon a salué le 147^e anniversaire de la fête foraine plaine du Midi, la réception, par le comité des fêtes du bas de la ville, du collège échevinal, faisant visite au champ de foire. Pendant cette cérémonie, le corps de musique des pompiers, sous la direction de M. Vandenberghe, faisait entendre de brillants morceaux de son répertoire sur le kiosque élevé au boulevard du Hainaut.

M. Ansachi, bourgmestre, et les échevins étaient en tête de la foule. Ils ont été accueillis aux cris de : *Vive le bourgmestre, vive l'administration communale!* Au boulevard du Hainaut un arc de triomphe avait été improvisé, et l'on y lisait cette inscription :

A JULES ANSACHI
 BOURGMESTRE DE BRUXELLES
 LES HABITANTS RECONNAISSANTS.

La place Rouppe, le champ de foire, le nouveau boulevard et la rue du Midi étaient entièrement pavoisées. Il y avait énormément de monde sur pied et les divers trains des chemins de fer ont amené beaucoup de personnes des provinces.

A une heure s'ouvrait, au boulevard de l'Abbaye, le concours du jeu de grosse balle, donné par la Société royale du Jeu de Paume. Il y avait foule de spectateurs. En même temps, au même endroit, dans un local de la rue des Visitandines, le grand concours d'arbalète à balle, offert aux sociétés du royaume et de l'étranger, par le Grand-Serment royal et noble des arbalétriers;

à deux heures, le concours de jeu de quilles, offert par la Fédération des sociétés de ce jeu, dans le local de la Société des Joyeux-Amis, rue du Midi, et, enfin, à trois heures, le concours du jeu de palets, offert par la Société Gagné et Amié, dans son local au Lieffenshoek, place de la Chapelle.

A 7 heures du soir, un brillant concert était donné par la musique des pompiers, sur le kiosque élevé au boulevard du Hainaut; et à 8 heures, avait lieu le grand concert festival organisé par la Société des faufaires, les Enfants de la Belgique, au Quartier-Léopold, pont de la rue de la Loi.

A partir de dix heures des feux de Bengale éclairaient l'étang du Quartier-Léopold et ses abords.

On se ferait difficilement une idée de l'animation qui a régné particulièrement au champ de foire et dans le quartier environnant l'emplacement de l'ancienne gare du Midi.

Le temps s'est maintenu tout bien que mal pendant cette première journée de la kermesse bruxelloise.

La foule s'est portée aussi dimanche soir au jardin de la Société royale de Zoologie et d'Horticulture de Bruxelles, où il y avait grand concert de symphonie et illumination du jardin.

Dimanche dans la soirée, malgré le mauvais temps, le champ de foire était place Rouppe ras de monde. Un détail à signaler, au sujet de cette fête foraine, c'est que l'on y compte environ 80 buvettes, ce qui ne paraît guère du goût des propriétaires des estaminets environnants.

Hier lundi, deuxième journée de la kermesse de Bruxelles, la pluie est tombée par torrents, à diverses reprises, ce qui a nu considérablement, à l'entrain des fêtes, dans les différents quartiers du haut et du bas de la ville.

Les amateurs de littérature dramatique et de théâtre néerlandais et flamand se sont portés en foule, lundi, pour assister à la continuation du grand concours international dans la salle du Théâtre du Parc.

C'était une société renommée d'Amsterdam (Letterlevende Vereniging) qui jouait : *Hooger zy ons doet*.

Cet intéressant concours ne sera terminé que dimanche 4 août.

Le temps allégué qu'il a fait lundi, pendant toute la journée, n'a guère fait diminuer l'énorme affluence du monde au champ de foire de l'ancienne gare du Midi. On y pataugeait, à qui mieux mieux, dans la boue, mais n'importe, et

les moins intrépides n'étaient point les femmes.

Le soir, de 9 à 10 heures, le Quartier-Léopold, d'ordinaire si tranquille, offrait l'aspect d'une joyeuse animation. C'était la grande promenade musicale aux flambeaux, organisée par la Société de faufaires les Enfants de la Belgique, et dont le nombreux cortège a parcouru l'itinéraire indiqué par le programme des fêtes de ce quartier, au milieu d'une foule compacte.

Dans le bas de la ville, indépendamment des divertissements nombreux qu'offrait la place du Midi, des bals populaires avaient été préparés à l'ancienne gare de Laeken, dimanche et lundi. Nous n'en parlons que pour mémoire; de la façon dont se passent d'ordinaire à Bruxelles ces prétendues réjouissances publiques, il faut presque regretter qu'on ait songé à les rétablir. Il n'y a, nous devons bien le reconnaître, que la ville de Gand pour organiser aussi convenablement que possible ces divertissements populaires, la nuit en plein vent.

Il nous souvient d'avoir vu, différentes fois, à la kermesse gantoise, le grand bal populaire de la place d'Armes et de ne pas avoir entendu parler de nous que des éloges de la part des innombrables spectateurs étrangers surtout qui y assistaient. Le peuple en gognotte de la grande cité de Charles-Quint n'est cependant pas toujours le moins turbulent; mais il comprend, à l'occasion, cela se voit, le sentiment de sa dignité dans ce spectacle d'amusements publics.

On a beaucoup regretté aussi que l'on ait choisi pour un bal populaire un emplacement aussi peu convenable sous tous les rapports que celui de la place Sainte-Catherine, devant la nouvelle église. Pourquoi ne pas avoir, par exemple, désigné pour cette partie échevillée des fêtes communales, la place du Nouveau-Marché-aux-Grains, qui a un pavé uni comme un plancher et qui est encadrée très-pittoresquement d'une double rangée de maisons d'Inde en pleine croissance.

Ce soir mardi, il y a encore bal populaire, boulevard du Hainaut, bal monstre, place de la Bourse, offert aux enfants du Canal; illumination et feux de Bengale.

La troisième journée de la kermesse de Bruxelles, s'est annoncée d'une façon beaucoup moins satisfaisante que ses deux devancières, bien que le soleil ne brillât que par son absence obstinée et que le temps fut couvert et fort sombre pendant la première partie de la journée.

Continuation de l'affluence de visiteurs au champ de foire et beaucoup plus d'entrain.

Dès avant une heure se réunissant, chaussée d'Etterbeek, au local de la commission directrice pour les fêtes du Quartier-Léopold, les concurrents des jeux populaires : jeu de l'oie, pour femmes, rue du Champ-des-Manœuvres; jeu de cocagne, l'

qui suit nécessairement un mouvement contraire, exagéré lui-même.

Aussi, pour opposer à ces décrets de la spéculation une barrière, plusieurs membres de votre commission avaient d'abord fait la proposition d'accorder certains avantages, et particulièrement la faveur d'une souscription irréductible à quiconque verserait d'un seul coup la somme entière qu'il aurait souscrite.

On espérait ainsi déterminer les prêteurs à conserver leur rente, et même aussi faire sortir de leurs caisses certaines réserves métalliques perdues pour la circulation. Sans doute, par ce moyen, on obtiendrait, dans une certaine mesure, les avantages qu'on recherche, mais on créerait en même temps et dans des proportions infiniment plus fortes les dangers qu'on redoute. De même qu'en promettant un avantage à ceux qui, par exemple, feraient un versement en métal, on pouvait aussi le faire en papier, on produirait peut-être une crise monétaire, de même, en assurant des rentes industrielles aux prêteurs qui se libéreraient d'un seul coup, on risquerait d'organiser certaines opérations malhonnêtes fondées sur la certitude de l'irréductibilité.

Le propre de la spéculation est de savoir profiter de tout et d'élargir incessamment les moindres fissures qu'on lui ouvre. Le mieux est de ne pas lui en offrir, on n'a pas le moyen de la faire. Point d'exception; qu'il soit bien entendu que devant le guichet de l'emprunt tous les souscripteurs, petits et grands, sont absolument égaux; que le gouvernement ait la sagesse de ne pas pousser aux souscriptions, et de ne pas accepter, sous prétexte de complaisance, ce qui n'est que la préférence du solide au clinquant. C'en est assez: la plupart des intérêts, et si elle est permise de grandir, seront aussitôt conjurés, et si grande que soit l'entreprise, on peut répondre du succès.

Mais pour rester fidèle à cet esprit et remplir la mission que vous lui confiez, le gouvernement, selon nous, ne peut s'armer d'une grande prudence. Il est des spéculations qu'on peut qualifier d'excessives et que nous devons lui signaler, et nous devons lui dire, sans crainte, que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

Assurément, si jamais nous avons le désir de ne la rendre plus, nous ne devons pas nous en occuper, c'est à l'heure ou nous sommes. Non-seulement l'émission des billets de la Banque de France est maintenue en dehors des limites qu'elle a droit d'atteindre, la marge étant encore de plus de 400 millions, mais on peut dire, sans crainte, que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

Cependant, qui peut répondre qu'à la suite de ce mouvement insolite et vraiment prodigieux, les capitaux de tous les pays ne se précipiteront pas en France, après tant de déboires, de retraits et d'opérations de tout genre, il n'arrivera pas telle heure où les moyens d'échange deviendront tout à coup restreints et insuffisants?

La loi seule, dans ce cas, peut vous venir en aide, mais si vous attendez pour appeler la loi que l'embaras se soit produit, vous aggraverez le mal en voulant le guérir, car vous sonnez l'alarme et provoquez peut-être une redoutable crise; si, au contraire, vous avancez, sans motif, sans prétexte, une mesure de précaution évidemment superflue, qui voulez-vous qui s'en flarme?

Les réflexions, émises au sein de la commission, immédiatement et aussitôt, se sont appropriées à quelque sorte, à la demande à la Banque si elle accepterait cette extension de son privilège. La Banque, au premier abord, convaincue que la mesure n'avait pas en ce moment un caractère d'urgence, et qu'elle pouvait passer pour l'œuvre d'un conseil, et qu'elle pouvait répandre et accréder les idées les plus fausses sur la situation monétaire, inclinait à ne pas accepter.

Mais quand, après explication, elle a vu que son véritable rôle était d'être le garant de la monnaie, et que les yeux du public, ses objections ont cessé, et à son tour elle a reconnu qu'il y aurait profit pour tout le monde dans cet excès de prudence.

Restait à déterminer la nouvelle limite de l'émission des billets. L'Assemblée a décidé de ne pas adopter cette limite qu'en décembre dernier vous avez consenti, savoir 400 millions. Vous aviez proposé à l'Assemblée de 2 milliards 400 millions; on vous proposait de l'élever à 3 milliards 200 millions.

Ajoutons enfin que la Banque pour se mettre à l'abri contre certaines exigences qui une accroissement d'émission risque sans doute d'encourager, eût préféré ne pas recevoir dès à présent directement la faculté que nous demandons pour elle, et la laisser comme en suspens, dans l'attente d'une loi qui lui aurait transmis si le besoin n'en était fait sentir, sans compter que le gouvernement ne paraît pas disposé à accepter cette sorte de dépôt; l'intervention qui en serait résultée eût été, au premier abord, une mesure de précaution, mais nous cherchons à prévenir, puisqu'il faudrait à un moment d'émulsion, un acte public, un décret, et que l'opinion ne manquerait pas de se demander si, dans l'attente, l'extension une fois fixée d'avance, personne n'aurait sujet de se mettre en émoi si l'ancienne limite venait à être franchie.

De ce que la Banque sera dès à présent tenue de la possibilité d'émision, nous ne pouvons pas en raison pour qu'elle en use sans mesure et accorde des facilités imprudentes, surtout avant la souscription de l'emprunt. Elle ne le fera pas: nous en avons pour garants la prudence, la clairvoyance que ne lui ont jamais fait défaut.

Elle sait combattre trop vaillamment les entraînements contraires à son mandat pour ne pas demeurer invariablement fidèle aux vigilantes habitudes qu'on lui a données.

Ce crédit, messieurs, qui se confond avec le crédit de la France, et qui lui prête un si puissant concours: l'Excellent et moi, la rente française, les justes privilèges que vous lui avez maintenus, les gages considérables que vous lui avez en la couronne d'imposer au pays pour les offrir à son service, voilà bien des motifs de confiance, même en regard de cette effrayante somme de 3 milliards.

N'oublions pas qu'il y a dix-huit mois à peine, le monde entier qui nous faisait subir, en tant que monde entier, les conséquences de la dépression acceptée, mais sous lequel un peuple doit sombrer, et voilà, après dix-huit mois de courage, d'efforts, de travail national, que nous nous préparons à solder ce tribut à l'Europe qui nous a fait.

En résumé, nous espérons que la France, en tant que monde entier, ne sera pas seulement dans l'ordre matériel qu'elle nous réserve ce retour d'indulgence pitié, et que l'ordre moral aura aussi son tour.

Notre commission, messieurs, vous propose d'adopter le projet de loi que nous vous soumettons, dans des conditions qui témoignent d'un véritable patriotisme, c'est-à-dire en faisant trêve à toute divergence, à tout dissentiment. C'est notre honneur à nous deux, Europe qui nous a fait, que le succès de ce projet de loi, et que les questions nous sommes divisés, montrons au moins qu'il en est une où nous n'avons qu'une âme, une pensée, la délivrance de notre cher patrie.

Le 15 juillet. — La bourse est moins fermée que samedi. Les réalisations de bénéfices se produisent en grand nombre; elles font rétrograder les cours assez vivement.

La liquidation de quinzaine est sans influence sur les valeurs, qui se tiennent dans les cours précédents. On s'occupe des questions qui se traitent en ce moment à la Chambre, mais sans s'émouvoir beaucoup de la vivacité des discussions parlementaires.

Au fond, le marché ne se préoccupe que de la position de place et de l'emprunt qui va avoir lieu. En général, on désire voir l'Assemblée se réunir, en effet, aller très-vite à partir de ce jour pour que l'ouverture de la souscription soit avant lieu avant la fin du mois.

Les transactions portent presque exclusivement aujourd'hui sur les fonds français et le 3 p. c. italien. Nos deux rentes fléchissent sous le poids des réalisations.

NOUVELLES D'ANGLETERRE.

Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Londres, 12 juillet.

L'affaire du jugement de M. Keogh commence à prendre de grandes proportions. Il y a bien des années que la population d'Irlande n'a été aussi excitée que ce moment. Il faut se souvenir que M. Keogh lui-même est catholique. Les termes sévères par lesquels il a flétri les mérites des prêtres de sa religion, dans l'élection de Galway lui ont été suggérés par l'indignation qu'il ressentait à la révélation des intrigues abominables et des moyens d'intimidation déployés par l'enquête à laquelle il a procédé. Aussi, la sévérité de son jugement ne frappe-t-elle que les agitateurs déchaînés du district de Galway. Mais les chefs turbulents du parti papiste en Irlande ont saisi avec joie l'occasion de renforcer leur domination sur ce peuple malheureux. Habitués depuis des siècles à l'usage aveugle de la direction de clercs ignorants et factieux, ces gens savent très-bien que le seul moyen de maintenir leur influence sur le peuple catholique de l'Irlande est d'être prêts à chaque instant à faire appel à sa mauvaise passion et à son intolérance. Malheureusement ils y sont aidés souvent par des gens qui les jugent à leur juste valeur, mais qui trouvent leur intérêt à faire comme avec eux.

Aujourd'hui cela semble y avoir dans l'air en Irlande comme une influence qui pousse les esprits à la dévotion et à l'extravagance. *Hibernia liberata* a été de tout temps un proverbe en Irlande, c'est-à-dire que les gens étrangers au pays, après une résidence de quelques années, s'y imprègnent des tendances locales d'une façon plus marquée encore que les indigènes. C'est ainsi que le comte de Grand et lui-même, sous l'une ou l'autre de ces deux causes, une lettre que les papistes portent ces deux pures qu'ils condamnent avec une grande violence de langage le jugement de M. Keogh. Ce document, qui a beaucoup contribué à augmenter la passion générale, a fait l'objet d'une discussion très-vive à la Chambre des Pairs. Des deux côtés de l'Assemblée la conduite du comte de Grand a été très-énergiquement blâmée, et le comte lui-même a dû avouer qu'il était trop pressé de lancer sa missive provocatrice au milieu de la bagarre irlandaise.

M. Keogh, après un court séjour à Londres, est retourné en Irlande pour y présider à la session des assises. Son départ en Irlande a été très-protégé par les troupes. De même il ne fait pas un pas dans le pays sans être accompagné de fortes divisions d'infanterie, de cavalerie et de police. Les trains qui le transportent, lui et son collègue, aux lieux où les deux magistrats doivent siéger et former la cour, ne marchent pas sans une locomotive envoyée en avant pour éclairer la route. Des soldats et des gendarmes remplissent les voitures qui précèdent et qui suivent celles où se tiennent les deux juges. Enfin, quand ils arrivent à leur destination, les rues des villes où ils s'arrêtent sont bordées de militaires et de gendarmes depuis la gare jusqu'à leur logement et de leur logement jusqu'à la salle d'assises. Jusqu'à ce qu'il n'y ait pas eu d'actes de violence commis contre M. Keogh, son compagnon ou son escorte, mais tous les jours ceux qui sont censés être ses partisans et M. Keogh lui-même reçoivent des lettres qui les menacent de mort, et la police a une rude besogne à saisir toutes les effluves du juge qu'on pend et qu'on brûle en place publique, par tout le pays.

Aujourd'hui 12 juillet, nous ne sommes pas sans préoccupations à Londres sur la façon dont se passera, dans cet étrange pays, l'anniversaire de la bataille d'Aughrim, gagnée, en Irlande, par Ginkell, général de Guillaume III, sur les partisans de James II. Les protestants qui sont, en Irlande, aussi violents et aussi passionnés que les catholiques, ont l'habitude de célébrer cet anniversaire de la façon la plus blessante possible pour leurs adversaires.

Les catholiques y répondent avec les mêmes sentiments amiables en brûlant l'effigie du « traître Lundy ». Vous ne savez pas sans doute ce qu'est le « traître Lundy ». C'était le gouverneur de la ville de Derry, qui fut livré par lui à Guillaume III. Le Parlement a adopté une loi pour interdire ces processions annuelles qui ne font qu'entretenir les rancunes des vieilles querelles, mais sa décision est restée à peu près une lettre morte, et ces deux sectes, les catholiques comme les protestants, persistent à célébrer la mémoire de ces événements obscurs d'il y a deux ou trois siècles pour attiser leurs animosités actuelles.

A ce propos, laissez-moi vous signaler un intéressant article que le « général » Clusert, l'ex-ministre de la guerre de la Commune, vient de publier dans *Fraser's Magazine*. Il y dévoile toute l'histoire de ses relations avec les fénians, leur manque d'union et de solidarité, le caractère fort peu honorable de quelques-uns de leurs chefs. M. Clusert, dit-il, ne fut pas Irlandais que le parti révolutionnaire de l'Europe n'ait accueilli avec une sympathie pour eux. Au contraire, il dit regardant l'Irlande comme un foyer d'intolérance et de superstition qui doit être éteint plutôt que de devenir le siège d'un pouvoir indépendant. Ce qu'à son avis les Irlandais amis de la liberté ont de mieux à faire, c'est de se rapprocher de l'Angleterre et de se réconcilier avec elle. Le conseil est sage même venant d'un commandant, mais malgré la similitude des moyens d'action mis en usage par les fénians d'une part et les commandants de l'autre, j'ai bien peur qu'il ne produise guère d'effet.

Les Irlandais, sauf quelques honorables exceptions, sont tellement infatués de traditions violentes et absurdes, ils se laissent tellement mener par un égoïsme ignorant et factieux, qu'il est à long terme, ils ne pourront pas entendre la voix de la raison.

M. Morrison, sir Charles Dilke et d'autres orateurs ont parlé avant-hier, à la Chambre des Communes, en faveur d'une meilleure distribution des sièges parlementaires. Leurs propositions ont été rejetées, mais une réforme de cette espèce est regardée comme inévitable dans un avenir plus ou moins rapproché. Les deux Chambres touchent maintenant à la fin de leurs travaux et ce n'est pas à un pareil moment qu'une réforme de cette gravité pouvait être entreprise. La discussion a servi cependant à rappeler à l'attention publique les inégalités flagrantes du système actuel.

Le correspondant du *New-York Herald*, M. Stanley, qui a réussi à retrouver le docteur Livingstone, est Anglais de naissance. Sa mère vit encore dans le pays de Galles dans de très-moestes conditions. Son fils a émigré de bonne heure en Amérique et s'y est fait une position singulièrement brillante, le moins honorable dans le journalisme.

Les amis et les admirateurs de M. John Bright sont allés lui offrir, à sa résidence près de Rochdale, un gage de leur sympathie consistant en un objet de l'art céramique qui forme l'industrie locale du district appelé « les Poteries ». Cette pièce, d'une rareté et d'un travail exquis, n'a pas coûté moins de 400 liv. st. (10 mille fr.).

M. Bright, après avoir remercié les donateurs avec effusion, a prononcé un long discours avec la verve habituelle qu'il ne distingue, et dont voici les passages les plus saillants :

« L'honorable orateur, se reportant aux époques antérieures à la réforme, rappelle les abus que les temps ont accumulés et dont chacun avait souffert. Les lois prohibitives causaient la disette, le peuple mangait du pain noir comme font les Norvégiens. L'indigence régnait dans les charges publiques, les impôts frappaient presque toutes les consommations. La presse, décriée par les lois fiscales, n'avait qu'une existence précaire en milieu des entraves qui semblaient avoir pour but de l'asservir ou de la tuer. L'industrie était « étranglée » par un monopole et un impôt abusif. Le pays était réduit à ses propres produits, et là où les biens de la terre souffraient un déficit, la famine régnait sans pitié. L'abolition des lois de « navigation » fait affluer dans nos ports les céréales, les sucres, les épices de l'Inde et des pays tropicaux. Notre marine marchande n'a jamais occupé dans le monde une plus large position.

Si l'abolition des lois fiscales qui remontaient au temps de la reine Anne a étonné la presse, l'extension du suffrage électoral à d'autres parts, relevé le caractère des citoyens en assurant leurs droits. Nous avons vu les bills de réforme de 1832 et de 1868. Celui de 1832 a été un bill libérateur, mais il n'a pas encore le pays divisé en deux nations; il n'admettait à l'exercice du droit une faible minorité et laissait en dehors une large majorité. Le bill de 1868, pour lequel nous avons travaillé, a été un bill libérateur, car il a effacé la ligne de démarcation et fait du peuple anglais une seule nation, son gouvernement à l'aide d'un Parlement unique. Ce fut un grand résultat obtenu; bien que la loi nouvelle soit encore imparfaite, et bien que, sans nul doute, nous devions avancer, pour obtenir une extension de la franchise électorale dans les comtés, une meilleure distribution des sièges. Toujours est-il que le bill est assez fort pour mener à son terme la réforme de son propre fond et produire les changements qui pour la partie restée plus tard nécessaires. Le résultat a été si grand qu'il a permis au Parlement de faire ce qu'aucun Parlement précédent n'avait été capable d'entreprendre, c'est-à-dire d'établir pour toujours en Irlande une complète égalité relative entre le peuple pauvre et le riche, et de donner corps des paysans cultivateurs de l'Irlande de la jouissance réelle et assurée de leur propriété. Il n'est pas douteux que ces deux mesures ne soient d'un grand avantage à l'Irlande. En fin de compte, c'est la loi de 1868 qui a été la plus grande plus de succès ou de plus justes intentions qu'en votant ces grandes mesures dans ses dernières sessions.

« Quant à la question de la réforme parlementaire, nous avons vu dans ces trois dernières années, et nous le voyons encore, que la Chambre des Lords — qui semble être le dernier refuge de l'ignorance et de la passion politique — a consenti à l'établissement du scrutin secret qui donne à tout électeur l'indépendance de la pensée. L'Assemblée a donc, en ce point, tenu à insister sur une réserve qui montre combien peu ils se rendent compte des signes du temps, et qui est infailliblement destinée à créer des embarras, des contestations, des luttes de parti. C'est tard, car nous ne pouvons pas nous en occuper plus intéressés que personne dans le règlement de cette question.

M. Bright rappelle ensuite la conduite qu'il a tenue en diverses occasions et notamment à l'époque de la guerre avec la Russie, et il ne veut pas que les électeurs des troupes du pays et verser le sang de ses concitoyens au profit d'une cause que personne ne comprenait et que personne jamais n'a pu comprendre.

« Le gouvernement actuel, qui a M. Gladstone pour premier ministre et lord Granville pour secrétaire des affaires étrangères, ce gouvernement qui est aussi libéral, aussi sage, aussi patriote qu'aucun des gouvernements qu'il ait connus le pays, les élections prochaines, si la majorité était républicaine, il y aurait alors nécessairement le parti radical représenté aux Cortès par une grande majorité, et toutes ces rumeurs tomberaient d'elles-mêmes; seulement, je ne sais dans quel but la presse italienne a provoqué cette question.

« A l'époque de la grande insurrection qui a désolé les Etats-Unis, M. Bright a conseillé à l'Angleterre de ne pas intervenir. Il a dit, dès le début, que les Etats-Unis étaient assez forts pour triompher d'une rébellion contre leur propre gouvernement, et que l'Angleterre ne devait pas intervenir. Il a dit, dès le début, que les Etats-Unis étaient assez forts pour triompher d'une rébellion contre leur propre gouvernement, et que l'Angleterre ne devait pas intervenir. Il a dit, dès le début, que les Etats-Unis étaient assez forts pour triompher d'une rébellion contre leur propre gouvernement, et que l'Angleterre ne devait pas intervenir.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

ne favorise l'application du système cellulaire qu'il s'agit d'empêcher de se généraliser.

Le congrès pénitentiaire a tenu sa dernière séance samedi, sous la présidence de sir John Packington. Le rapport de la commission générale, qui résume les travaux du congrès, est l'œuvre de l'opinion que les femmes pourraient être appelées à exercer une grande influence moralisatrice sur les prisonniers. La commission est d'ailleurs d'avis que la réhabilitation morale des prisonniers doit être le but principal de la discipline des prisons. Elle conclut en faveur l'adoption d'une classification progressive des condamnés; la suppression des peines corporelles et des humiliations inutiles. Le travail, l'instruction et la religion, voilà les trois grands moyens à employer pour améliorer le moral des prisonniers.

M. POVELL a développé l'opinion que la civilisation ne saurait être parfaite aussi longtemps que la peine de mort n'aura pas été abolie.

M. COATES, de la Pennsylvanie, a dit que ses mandats avaient surtout été chargés de discuter la question du rapport existant entre les excès de boisson et le crime, et qu'il exprimait le regret que cette question n'eût pas été inscrite au programme des questions à examiner.

Le président a déclaré ensuite que le congrès était arrivé au terme de ses travaux.

M. WINES, après avoir constaté que le congrès vient d'achever sa mission comptait des représentants de vingt pays appartenant aux deux hémisphères, a proposé de voter des remerciements au président.

Cette proposition a été accueillie avec enthousiasme; puis l'assemblée s'est séparée.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Madrid, 12 juillet.

Le calme le plus complet règne dans les hautes régions politiques, où l'on s'occupe à peu près exclusivement des préparatifs pour les élections prochaines. Les journaux discutent très-sérieusement la question soulevée par la presse italienne de l'abdication éventuelle du roi Amédée, et on assure que le maréchal Cialdini est venu à Madrid avec la mission d'examiner la situation et de conseiller ensuite la conduite à tenir.

Je crois qu'il y a au moins de l'exagération dans tout cela, car, en tout cas, il y aurait lieu d'attendre, avant de prendre une résolution suprême, le résultat des élections prochaines. Si la majorité était républicaine, il y aurait alors nécessairement le parti radical représenté aux Cortès par une grande majorité, et toutes ces rumeurs tomberaient d'elles-mêmes; seulement, je ne sais dans quel but la presse italienne a provoqué cette question.

« A l'époque de la grande insurrection qui a désolé les Etats-Unis, M. Bright a conseillé à l'Angleterre de ne pas intervenir. Il a dit, dès le début, que les Etats-Unis étaient assez forts pour triompher d'une rébellion contre leur propre gouvernement, et que l'Angleterre ne devait pas intervenir. Il a dit, dès le début, que les Etats-Unis étaient assez forts pour triompher d'une rébellion contre leur propre gouvernement, et que l'Angleterre ne devait pas intervenir.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

« C'est l'expression dont je me suis servi, et non pas une attitude de neutralité non amicale, et je demande à vous tous, je demande au pays entier, que vous sachiez que si, dans une telle mesure, une disposition qui ne figure pas dans le projet de loi et qui, si vous l'approuvez, en formera l'art. 4.

me ne doit sonner que lorsque l'œuvre de la justice sera terminée.

L'Assemblée repousse l'urgence.

NEW-YORK, lundi, 15 juillet.

La dette de la ville de New-York est de 86 millions 250,000 dollars.

NEW-YORK, lundi, 15 juillet.

Agio sur l'or, cours de clôture, 144 1/8; plus haut prix, 144 1/8; plus bas, 144 0/0; change en or sur Londres, 410 0/0; id. sur Paris, 520 0/0; 5/20 bons américains (1883), 116 0/0; 5/20 c. d. (1874), 113 7/8; actions du chemin de fer Illinois, 137 1/2; id. Erie, 83 1/4; Chicago, 00 0/0; Central Pacific, 163 0/0; Union Pacific, 00 0/0; coton, 23 3/4.

PARIS, 16 juillet. — Emprunt 1874, 84-92 0/0. — Rente 3 p. c., 54-35 0/0. — Crédit mobilier français, 418-00. — Crédit mobilier espagnol, 470-00. — 3 p. c. Italien, 66-85 0/0. — Cons. Turcs 5 p. c., 4865-52 0/0. — Société Générale, 563-00. — Ch. autrichiens, 755-00. — Ottomans nouv., 313-00. — Id. ancien, 313-00. — 4 p. c. Italien, 107-50. — Nord d'Espagne, 495-00. — Espagne int., 424-16. — Id. nouv., 28-16. — 5/20 Bons américains 1882, 103-3/4. — Egyptiens, 00-00. — Morgan 438-00. — Lots de Paris, 244 0/0. — Brimborion, 0-00. — Id. sur Londres, 25-33 0/0. — Id. sur Amsterdam, 000-00. — Id. sur Hambourg, 000-00. — Id. sur Anvers, 000-00. — Banq. franco-hollandaise, 000-00.

PARIS, 16 juillet. — Huile de colza (100 kilogr.), courant mois, 88-75; id. août, 89-00; 4 derniers mois, 91-30; 4 premiers mois, 92-00; huile de lin, courant mois, 101-50; id. août, 102-00; 4 derniers mois, 96-00; farines 5 marques, sac de 48 kilos, courant mois, 74-25; id. août, 74-00; 4 derniers mois, 62-25.

AMSTERDAM, 16 juillet. — Aut. rente pap. mai 87-76. — Id. argent, janv. 67-78. — Lots autr. (1860), 666-00. — Id. (1864), 153-1/2. — Lots hongr. (1870), 115-1/2. — Consolides turcs (1865), 51-7/8. — 5/20 Bons américains (1882), 103-3/4. — Id. ancien, 313-00. — Id. sur Londres, 25-33 0/0. — Id. sur Amsterdam, 000-00. — Id. sur Hambourg, 000-00. — Id. sur Anvers, 000-00. — Banq. franco-hollandaise, 000-00.

LONDRES, 16 juillet. — Consol. angl. 92-3/8. — Id. 1874, 92-3/8. — Id. 1880, 92-3/8. — Id. 1884, 92

